



Centre d'Etudes pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE)



« Prévention des conflits et la promotion des valeurs démocratiques »  
Programme d'activités pour la période biennale

2022 - 2024

- L'inscription se fait par watsup , sms ou mail : [bouba.cedpe@aol.com](mailto:bouba.cedpe@aol.com), Tel : 61237238 ou Ganda 61237242
- Le TDR en PDF téléchargeable sur [www.centresearche.com](http://www.centresearche.com)

•  
Nous respectons les horaires indiqués d'ouverture des travaux

Mise à jour, le 12 décembre 2022

## I- PRESENTATION DU CEDPE

Le Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE<sup>1</sup>), est une structure associative, apolitique, indépendante, une sorte de Think Tank, un laboratoire d'idées. Fondé grâce à un groupe des cadres, il est un pôle d'expertise dans le cadre d'études et de recherche sur les causes et conséquences des maux qui minent la stabilité sociale. Il est devenu une référence au Tchad et ailleurs dans le domaine de la prévention de la radicalisation, de l'extrémisme violent, de la gestion des conflits inter et intracommunautaires, la stabilisation et le renforcement de la paix. Le centre mène depuis sa création en 2017<sup>2</sup>, des activités qui sont entre autres : la descente sur le terrain pour mener des enquêtes, la publication des ouvrages, la publication de « SALAM » la revue scientifique trimestrielle, l'organisation des ateliers, des conférences débats et participe aux travaux d'études avec des partenaires dans son domaine technique d'expertise. Le centre participe également à des rencontres au niveau national et international. Il dispose des chercheurs et chercheurs-associés de différentes nationalités qui ont des profils divers et apportent leurs expertises dans le domaine de la recherche. A ce jour, le CEDPE a publié 30 études sur les différents sujets en rapports avec la prévention et la gestion des conflits. La rencontre avec les jeunes pour la sensibilisation contre la radicalisation, l'extrémisme violent, la prévention des conflits et la question de la paix font partie des activités du centre. Les différentes provinces du Tchad sont des zones de prédilection du CEDPE dès le début du lancement de ses activités, ce qui lui a permis de nouer des contacts accrus tant au niveau administratif et traditionnel. En collaboration avec le comité interministériel<sup>3</sup> chargé de DDR et dans le but de réinsérer les désengagés et désassociés de Boko Haram, le CEDPE a effectué, fin 2019, une mission de profiling des désengagés de Boko Haram et a remis en 2021, une base de données riche de 16 000 pages à Mme la ministre de la Femme. Le CEDPE tient à remercier les partenaires comme l'USAID, le NED, le Pnud, l'OIF, le réseau, Dynamic, le cabinet Senghor, Alwihda et bien d'autres, pour le soutien multiforme apporté aux activités de sensibilisation. Un rapport quinquennal détaillé en cours de rédaction retracera les activités menées par le CEDPE durant les cinq années d'activités entre janvier 2018 et janvier 2023.

---

<sup>1</sup> Son siège est à N'Djamena/Tchad, quartier NdjariBoulamatom.

<sup>2</sup> Autorisation de fonctionnement N°0007/PR/PM/MATSPGL/SG/2018 en janvier 2018.  
France : W723016508. Il est aussi enregistré aux Etats unis et en Angleterre.

<sup>3</sup> Le comité interministériel chargé de DDR est présidé depuis 2019 par le ministre de la Justice.

## II- CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Tchad face aux défis des crises multiples d'origine exogène (cov id19, dérèglement climatique ; et d'origine endogène (flambée des prix, délestage de l'énergie, faiblesse de la justice, corruption, détournement, inégalités dans les domaines sociopolitiques). A cela s'ajoute l'extrémisme violent et les conflits inter et intracommunautaires aux conséquences nationales dramatiques. Alors que le Tchad a réussi à contrer le terrorisme sur sol et au-delà en apportant un important soutien militaire aux pays du bassin du Lac Tchad et à ceux de l'espace du G5 Sahel, il convient de rappeler que ces dernières années, les conflits intercommunautaires sont légion dans le Tchad profond entraînant des violences parfois sanglantes, occasionnant mort d'Hommes. La récurrence de ces conflits dans un contexte sociopolitique tendu fait craindre le pire. Le bilan entre 2021 et 2022 est particulièrement lourd<sup>4</sup>, avec 24 incidents signalés à travers le pays (neuf à l'Est, sept au Sud, huit dans le Lac). Les affrontements auraient fait 309 morts et 182 blessés, plus de 6 500 personnes déplacées et la destruction de biens et de moyens de subsistance. Une étude menée par le cluster Protection dans la province du Lac en juillet 2021 a révélé que les principales raisons des tensions intercommunautaires sont l'accès aux ressources économiques (49%), l'accès à la terre (21%) et l'accès aux services (11%). L'accès à l'aide humanitaire a également été identifié comme une source de conflit (4%), en raison du manque de transparence ou de communication suffisante ciblant la population touchée. La rareté des ressources due aux catastrophes naturelles, notamment les pâturages et l'eau, est devenue une source de tensions entre éleveurs et agriculteurs. Le changement climatique a modifié les itinéraires et les périodes de transhumance du bétail. D'autres zones, auparavant sèches, sont maintenant fertiles ou favorables à la pêche, provoquant une concurrence et un conflit ouvert entre les communautés pour le contrôle de ces ressources. Les conflits intercommunautaires ne sont pas rares au Tchad, mais l'ampleur sans précédent des violences enregistrées ces dernières années, conjuguée à la prolifération des armes parmi les civils, a incité le gouvernement à déclarer l'état d'urgence dans les provinces orientales du Ouaddaï et du Sila en janvier 2021, et déjà plus tôt en 2019. Afin de mettre un terme à ces conflits, il est impératif de renforcer le volet relatif à la prévention et d'identifier des solutions à long terme pour répondre aux besoins des éleveurs, des agriculteurs et de la population générale en matière de disponibilité et d'accès aux ressources naturelles et services. C'est pourquoi, le CEDPE, une des structures des organisations de la société civile (OSC) qui travaille à la promotion des valeurs humaines, mène activement des actions de prévention de l'extrémisme violent (PEV), du terrorisme (CT) et de prévention des conflits inter et

---

<sup>4</sup>Le bilan des conflits intercommunautaires de l'année 2022 fait état de 200 morts à KouriBougoudi en mai 2022 ; plus de 06 morts à Danamadji ; 21 morts à Abéché en janvier 2022 ; plus de 10 morts à Sandana en février 2022, plus d'une dizaine de morts à Mangalmé, pour ne citer que ceux-là.

intracommunautaires (PCII), car il estime que l'option militaire à elle seule, n'a jamais résolu un problème.

De nos jours, dans beaucoup de pays, des acteurs comme l'administration<sup>5</sup>, la société civile, les médias, les politiques, les chefs religieux<sup>6</sup> et traditionnels<sup>7</sup>, les forces de l'ordre, les chercheurs, enseignants et universitaires, jouent un rôle important dans les domaines de la prévention de l'extrémisme, des conflits intercommunautaires et la consolidation de la paix. Ils veillent à la protection, à la promotion et au renforcement des valeurs démocratiques comme les droits et libertés individuelles et collectives des citoyens et des communautés ; à la sauvegarde de l'harmonie et de la cohésion sociale. Ils jouent de plus en plus un rôle essentiel dans les discussions, les initiatives et les programmes visant à promouvoir la paix et la sécurité dans le monde. Ils constituent un appui à la société civile qui peut jouer un rôle d'alerte rapide sur les risques sécuritaires. La société civile a notamment influencé la nouvelle conceptualisation de la sécurité axée non plus sur l'État mais sur les personnes. L'accent mis sur la sécurité des personnes s'explique par la conviction que, au fond, seule la sécurité des peuples peut

---

<sup>5</sup>L'extension de l'autorité de l'État est une tâche clé de prévention des conflits et du maintien de la paix qui se concentre sur des activités visant à garantir que les institutions de l'État sont présentes sur tout le territoire du pays fournissant des biens et des services et que son autorité est perçue comme légitime aux yeux de la population. Les acteurs politiques ont la responsabilité d'apporter un soutien technique et un renforcement des capacités des institutions étatiques, notamment dans le domaine de la sécurité et de l'état de droit, et soutenir les pratiques de bonne gouvernance en travaillant en étroite collaboration avec les autorités locales, les acteurs de la société civile et les communautés locales pour favoriser le dialogue et promouvoir la paix et le vivre-ensemble.

<sup>6</sup> Les leaders religieux quant à eux contribuent pleinement à la vie de la nation, chacun œuvrant en son domaine et selon ses propres responsabilités à la recherche du bien commun. De ce qui précède, **la religion peut être instrumentalisée à des fins politiques, pour diviser et dresser les communautés ou individus les uns contre les autres, au détriment de la paix et de la stabilité internationale.** À cet effet, les responsables religieux jouent un rôle particulier pour contribuer à la prévention des conflits parce qu'ils ont un lien direct avec les croyants. Ils ont la légitimité pour énoncer un discours religieux au service de la paix, un discours contre la violence et pour dire que l'on ne saurait tuer et violenter au nom de la religion. Il est important de souligner que le dialogue inter-religieux est un inestimable instrument de paix pour désarmer et désamorcer les préjugés et les discriminations mais aussi pour permettre de fructueuses coopérations au service du bien commun.

Les leaders religieux peuvent jouer un rôle d'alerte rapide sur les risques sécuritaires, mais ils peuvent aussi aider à l'inclusion des victimes. Selon Adama Dieng, Conseiller spécial de l'ONU pour la prévention du génocide et la responsabilité de protéger, les chefs religieux « *ont pour responsabilité de contribuer à la construction de sociétés pacifiques, inclusives et capables de résister aux conflits, à l'extrémisme violent et aux atrocités* ».

<sup>7</sup>Le rôle du chef traditionnel reste tributaire des authenticités socio-culturelles d'origine. Le Chef traditionnel est gardien des coutumes et mœurs, garant de leur respect. Cependant, ce rôle traditionnel a évolué dans le temps car ayant été adapté aux missions de l'administration publique ou du pouvoir d'État. C'est ainsi que de nos jours, le Chef traditionnel veille aussi à la protection des droits et libertés individuelles et collectives des citoyens et des communautés dont il a la charge. Ils veillent à la sauvegarde de l'harmonie et de la cohésion sociale ; au respect des lois et règlements, au respect de la tolérance religieuse et des pratiques coutumières pour autant que ces pratiques ne perturbent pas l'ordre public et ne portent atteinte aux droits et libertés des autres membres de la communauté. Le Chef traditionnel surtout à la défense des intérêts des citoyens et des communautés dans leurs rapports avec l'administration et les tiers.

En plus de ses attributions en matière de préservation de la paix et de la quiétude sociale, le Chef traditionnel exerce son autorité sur l'ensemble des populations recensées dans le quartier, la tribu, la chefferie particulière, la fraction ou le secteur, y compris les étrangers établis dans ces localités et ou sur les terres qui en dépendent. En matière de prévention des conflits, de préservation de la paix et de la cohésion sociale, le Chef traditionnel dispose du pouvoir de conciliation des parties en matière coutumière, civile, et de transactions foncières et règle selon la coutume, l'utilisation par les familles ou les individus des terres de cultures et des espaces pastoraux sur lesquelles la communauté coutumière et traditionnelle dont il a la charge possède des droits coutumiers reconnus, sans préjudices des dispositions du Code Rural. Dans tous les cas, il dresse les procès-verbaux de conciliation ou de non-conciliation qui doivent être consignés dans un registre ad hoc dont, extrait est adressé à l'autorité administrative de son ressort et à la juridiction compétente.

garantir la sécurité durable des États. Cette idée est répandue dans les régions du monde qui ont connu des conflits ouverts et des guerres civiles ayant ravagé les communautés et dévasté la vie des gens ordinaires. Ces acteurs cités ci-hauts jouent un rôle de premier plan en encourageant les initiatives locales de consolidation de la paix, en engageant des processus de réconciliation, en préconisant l'adhésion aux accords de paix et en mettant en place des capacités d'éducation pour la paix.

Pour renforcer la capacité de ces différents acteurs de jouer un rôle dans la prévention des conflits et dans la promotion des valeurs démocratiques, le centre d'études pour le développement et la prévention de l'extrémisme, riche d'une expérience quinquennale en la matière continue de leur faire bénéficier d'un appui technique et d'un renforcement des capacités. Ceci à travers une nouvelle campagne de sensibilisation axée sur un nouveau planning biennal d'activités de huit tables rondes (conférences débats), deux débats télévisés, six formations, deux études, de la recherche et assurer la publication et la distribution de huit revues scientifiques trimestrielles.

### **III- Objectif général**

L'objectif global de ces activités est de sensibiliser sur l'importance de la prévention de l'extrémisme, des conflits communautaires et fonciers, de faire ressortir, en des termes concrets les solutions qui peuvent permettre de prévenir la violence et de promouvoir le dialogue. Voir aussi de quelle manière, les acteurs ciblés peuvent contribuer au renforcement de la démocratie.

### **IV- Objectifs spécifiques**

De manière spécifique, ces activités visent à :

- Favoriser les échanges et faire comprendre les tenants et aboutissants des conflits au Tchad ;
- Fournir aux participants les outils et les connaissances nécessaires dans le cadre de la prévention des conflits ;
- Faire comprendre aux participants le rôle des acteurs suscités et leur apport dans le renforcement des principes démocratiques au Tchad;
- Formuler des recommandations à l'endroit des autorités tchadiennes.

### **V- RESULTATS ATTENDUS**

- Des activités sont organisées, elles ont permis aux participants d'échanger sur le rôle des différents acteurs cibles dans la prévention des conflits et la promotion des valeurs démocratiques en cette période de transition.
- Les participants sont outillés sur les techniques de prévention des conflits et comprennent mieux les enjeux et les défis dans le renforcement de la démocratie ;

- La capacité d'anticipation des participants par rapport aux conflits est améliorée ;
- Des recommandations sont formulées à l'endroit des décideurs.

## VI- APPROCHE METHODOLOGIQUE

a. **Tables rondes (8)** : C'est dans le cadre d'une campagne de sensibilisation dans les villes et villages touchés par l'extrémisme et les conflits communautaires, pour sensibiliser les citoyens aux indicateurs de l'extrémisme et de conflits intercommunautaires et à l'adoption de techniques et approches pour leur prévention et leur prise en charge. Ce sont là des débats interactifs entre participants et panélistes. N'étant pas un concours de lecture, chaque panéliste aura (entre 3 et 5) minutes chrono pour exposer clairement son point de vue et faire des propositions concrètes dans la limite du thème principal. Toutefois, chaque panéliste aura l'obligation d'envoyer son exposé<sup>8</sup>. Ces documents seront compilés et publiés dans les prochains numéros de la revue scientifique SALAM pour permettre aux chercheurs de les utiliser et de les enrichir. Chaque panéliste a droit à un exemplaire gratuit et toutes les publications sont gratuitement disponibles à la bibliothèque du CEDPE.

Toutes les interventions et communications mettront l'accent sur le thème principal. Après ces brèves présentations, il faudra laisser libre cours aux débats. Une fois ces discussions terminées, le rapporteur lira les recommandations.

b. **Formations** : Six formations seront axées sur :

- Les indicateurs de détection et de prévention de l'extrémisme violent au Tchad ;
- Les techniques et la méthodologie pour promouvoir les cultures de la paix, de cohésion sociale, la tolérance, et explorer les moyens de prévenir l'extrémisme, le repli identitaire et les conflits religieux ;
- Les réseaux sociaux et le rôle des Médias dans la prévention des conflits et la promotion du dialogue.

A travers ces formations, le CEDPE renforcera les capacités des universitaires tchadiens, chefs religieux et communautaires, chefs traditionnels, acteurs des organisations de jeunesse, représentants des communautés, les institutions médiatiques et les responsables de l'application des lois et des *prisons*, afin d'identifier les signes et des indicateurs de terrorisme et la criminalité liée au terrorisme, ainsi que l'importance de prévenir toute activité suspecte.

---

<sup>8</sup> Pour les deux premières tables rondes du 04 janvier 2022 à N'Djamena et du 10 janvier à Abéché, l'exposé doit être envoyé avant le vendredi 30 décembre 2023 par watsup ou par mail à [yacubahmat@aol.com](mailto:yacubahmat@aol.com). Pour la Table ronde de Moundou du 14 février 2022, l'envoi de l'exposé doit être avant le 05 février. Le nombre de pages n'est pas limité.

Les participants seront équipés d'outils et de techniques pour documenter et prévenir les activités suspectes.

- Les participants deviendront les « ambassadeurs du CEDPE à la paix et la sécurité » dans leurs villes respectives.

## **VII. Cible**

Les activités ont pour cible les acteurs de la société civile, les étudiants, les chefs religieux et traditionnels, les autorités administratives, les leaders des partis politiques, les universitaires, les jeunes, les femmes, les organes de presse.

## **VIII. INTERVENANTS CIBLÉS**

Les panelistes et les formateurs sont des experts de haut niveau en matière de prévention, de gestion des conflits et la promotion des valeurs démocratiques, ils sont choisis parmi des :

- Sociologues ;
- Juristes ;
- Historiens ;
- Hommes politiques ;
- Chefs religieux et traditionnels ;
- Acteurs de la société civile ;
- Universitaires, plus précisément les chercheurs...

## 1. TABLE RONDE (1<sup>ère</sup> Edition 2022 – 2024)

Les techniques de prévention des conflits et le rôle de la société civile dans la promotion des valeurs démocratiques au cours de la période transitoire du Tchad.

تقنيات منع الصراحو دور المجتمع المدني في تعزيز القيم الديمقراطية خلال الفترة الانتقالية لتشاد

DATE : MERCREDI 04 JANVIER 2023

Lieu :- CEFOD, N'DJAMENA

HEURE : 9 H– 13 H00

Huit (08) panélistes

N°	Programme provisoire de la Table Ronde au CEFOD du 04 janvier 2023 de 9H à 13 h00	Conférenciers	Heure
1	Echange et encadrement avec des panélistes autour d'un café	En présence du Président et du vice-président du CEDPE, Dr. Ahmat Yacoub Dabio et Ibrahim Moussa	8H-8H30
2	Animation et Présentation	CEDPE, Partenaires, Panélistes	8H30-9H00
3	Programme/ Projection et présentation	Modérateur/ Sadam Ahmat, Master 2 en droit bancaire et financier	9H 00-9H10
4	Hymne national	Salle	9H10-9H15
5	Mot de bienvenue du Président du CEDPE	Président du CEDPE	9H15 -9H20
6	Ouverture officielle des travaux de la Table Ronde	Président de CNDH, M. Mahamat Nour Ahmat IBedou	9H20-9H25
7	<b>Retrait des officiels</b>	<b>(Animation)</b>	9H25 – 9H30
8	Le rôle des institutions des droits humains dans la prévention des conflits inter-communautaires et la promotion du dialogue ?	Président de CNDH, M. Mahamat Nour Ahmat Ibedou	9H30 - 9H35
9	Quels sont les indicateurs des conflits communautaires et les conséquences de leur persistance sur la cohabitation pacifique au Tchad ?	Dr. Mahdi Hassaballah, professeur -enseignant à l'université du Roi Faysal à N'Djamena	9H35– 9H40
10	Le rôle de la justice transitionnelle dans la consolidation de la paix, la cohésion sociale et le lien avec le rôle de la société.	Maître Ousmane Diallo, Criminal Justice Administrator, United Nation Office on Drugs and Crime-UNODC	9H40– 9H45
11	Pouvons-nous nous inspirer d'exemples d'organisation de l'élevage et de l'agriculture ailleurs pour mettre un terme aux conflits intercommunautaires au Tchad ? le cas sud-africain, algérien et marocain.	M. Ibrahim Moussa Youssouf, enseignant, chercheur à l'université du Tchad, vice-président du CEDPE	9H45– 9H50
12	De quelle façon les femmes pourraient-elles participer davantage au processus de gestion et de prévention des conflits ?	Jean Manga Bosco, juriste, journaliste, écrivain, défenseur des droits de l'Homme	9H50– 9H55
13	Comment pouvons-nous instaurer un dialogue sur des règles communes relatives à la gestion des ressources naturelles ?	Maître Kemneloum Delphine, juriste Avocate, défenseuse des droits de l'Homme	9H55– 10H00
14	Le média au service de la prévention et de la gestion des conflits, rôle et contribution ?	Zara Mahamat Yacoub, spécialiste en communication	10H00– 10H05
15	Quel genre de mobilisation pour prévenir les conflits et encourager le dialogue : (types, emplacements géographiques, période).	Agnès IldjimaLokiam, juriste, présidente de la ATPDH	10H05 – 10H10
16	Résumé des interventions par le modérateur et lancement du débat interactif et échanges	Assuré par le modérateur	10h10-12H45
20	Lecture des recommandations	Par le chargé de communication	12H45 – 12H55
22	Fin et clôture de la table ronde	Vice-Président du CEDPE, Ibrahim Moussa	12H55 - 13H00
23	La prochaine table ronde	09 Janvier 2023 (Abéché)	